

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 650 mardi 16 février 2010

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

Le 16 février est la fête de Saint Onésime. Esclave en fuite, il rencontra Saint Paul. Celui-ci le baptisa et le renvoya à son maître en lui demandant de le traiter comme un frère bien-aimé. C'est le début de la lutte de l'Eglise contre l'esclavage.

EDITO

L'EXTENSION DU LOGEMENT SOCIAL

Le logement social ne cesse de s'agrandir alors qu'il est manifeste que son existence même est l'une des sources de la crise du logement. Maintenant l'on propose à des propriétaires privés de donner leurs biens en location pour une longue durée à un bailleur social qui leur assure le loyer. Et, plus loin encore, l'on propose aux investisseurs de démembrer la propriété en acquérant seulement la nue-propriété ; l'usufruitier bailleur social pour une certaine durée rend le logement au bout de la durée convenue. En fait, ces contrats sont pleins de pièges car contracter avec l'État ne donne aucune sécurité juridique.

Nous avons souvent parlé à nos lecteurs des logements publics et en particulier des logements HLM ; l'ensemble de l'immense parc est, pour des raisons évidentes, un véritable mammoth impossible à gérer correctement.

Madame Boutin, il y a peu de temps, a voulu empêcher les personnes habitant des logements sociaux, dont la taille est plus grande que leurs besoins immédiats, de rester dans ces logements. De ce fait elle a décidé de majorer leurs loyers. Bien évidemment, pour ces personnes, qui souvent ont investi dans l'équipement de leur appartement et qui se trouvent là parce que leurs enfants les ont quittés pour vivre leur vie, n'ont pas les revenus permettant de supporter la majoration de leurs loyers. Ces mêmes revenus de les autorisent pas non plus à chercher des logements dans le secteur libre puisque le secteur libre souffre d'une nuée de législations majorant le prix des logements.

Comme toujours, le pouvoir a ainsi inventé une nouvelle calamité pour prétendument résoudre la calamité qu'il a préalablement créée. La calamité de base est, ici, l'existence même des logements sociaux qu'aucune bureaucratie étatique n'arrivera jamais à gérer. L'un des résultats du système est qu'une fois entrés dans un logement, parfois après une longue attente, les heureux tributaires s'y accrochent le plus longtemps possible avec, éventuellement, des passe-droits incroyables.

Pour corriger cette première calamité, Madame Boutin a donc créé une deuxième calamité en voulant essayer de chasser des gens qui sont là depuis très longtemps et qui ont finalement bien raison d'essayer de pouvoir rester.

En attendant, l'on s'alarme aujourd'hui une nouvelle fois de la crise du logement et selon la fondation Abbé Pierre 600 000 enfants ne vivent pas sous un toit décent.

Il est clair que la liberté du marché du logement dans tous ses aspects permettrait d'ajuster et de gérer tous les problèmes immenses et variés.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES NOUVEAUX IMPOTS

L'aide juridictionnelle est le système qui permet aux justiciables les moins aisés de bénéficier des services d'un avocat rémunéré par l'État. Il est de plus en plus sollicité au moment où le gouvernement prévoit d'augmenter les droits de la défense. Faut-il ajouter que la paupérisation croissante du pays à cause des interventions de l'État conduit de plus en plus de personnes à avoir besoin de cette aide juridictionnelle. Le système coûte environ 300 millions d'euros chaque année mais il faudrait 90 millions d'euros de plus.

Le gouvernement, comme à son habitude, pense à taxer davantage. Il y a deux projets de taxes : d'abord des droits supplémentaires sur les droits d'enregistrement comme les droits sur les ventes d'immeubles, sur les cessions de fonds de commerce, etc. Il s'ajouterait des droits supplémentaires sur les contrats de protection juridique proposés par les assureurs.

COURRIER DES LECTEURS

Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs.

DEFICITS PUBLICS

Bonjour Monsieur,

excellent

Très belle illustration de ce que je résume par cette sentence: la souveraineté et l'indépendance ennoblissent, responsabilisent, sanctionnent.

Comment (re)faire passer cette prise de conscience dans l'opinion publique verrouillée par la 'Bastille' politico-intello-médiatique... qu'il faut assiéger ! ... ou détruire?

J'ai le sentiment que nous nous épuisons en boucles fermées dans un « combat internet » que nos ennemis savent stérile.

Combien de fois parvenez-vous à faire publier vos contributions dans le Monde, Figaro, NO, Libé etc, etc. ?? et toujours leurs réponses convenues « manque de place », « sujet traité par » ... toujours les mêmes politiques, économistes, intellectuels de la pensée unique internationalo-capitaliste'...etc

Bref le verrouillage.

avec toute ma considération, bien cordialement,

Castelin Michel

Cher Monsieur,

On ne peut que souscrire à 100 % à une telle analyse à laquelle il conviendrait toutefois d'ajouter la prise en compte d'un phénomène aux conséquences dramatiques, qu'aucun

économiste - aussi brillant soit-il - ne peut me semble-t-il apprécier à sa juste mesure !

C'est celui du transfert de propriété de tous ordres qui s'opère à l'occasion de cette fantastique et monumentale opération criminelle qui défie l'entendement du commun des mortels ...

R.C.

DESINDUSTRIALISATION

Cher Monsieur,

Lorsque mon épouse a lu votre lettre concernant la RAFFINERIE de DUNKERQUE, elle m'a dit "C'est ce que tu me dis depuis 20 ans." et c'est vrai. J'aurais quelques remarques à ajouter à votre synthèse:

TOTAL est une multinationale dont probablement moins de 5 % des activités (abstraction faite du siège) se situent en France. Les gesticulations de nos guignols politicards marxistes sont donc totalement sans effets. Parmi les principaux objectifs et en bonne place, se situe le devoir d'assurer sa pérennité et ce n'est pas en tablant sur la France qu'ils risquent de l'atteindre..

TOTAL est probablement la société la plus décriée de France. Les mêmes politicards aidés par mes médias également entre les mains des marxistes sont scandalisés par les énormes bénéfices qu'ils oublient, bien entendu, de rapprocher du chiffre d'affaires, car la ces énormes bénéfices ne font que rentrer dans le rang et mettent en évidence une société bien gérée. Ils oublient de dire que ces bénéfices sont pour plus de 95% réalisés ailleurs qu'en France. Nos buveurs de champagne et mangeurs de caviar seraient bien inspirés d'aller expliquer au personnel aussi bien ouvrier que cadres qui en bavent souvent durement dans le Golf, au Nigéria, en Amérique du Sud, sur les plateformes en mer du Nord etc ... qu'ils devraient renoncer à leurs primes, ceci à leur profit, pour satisfaire de leur fringale et afin qu'ils puissent se goinfrer de champagne et de caviar.

TOTAL est bien entendu le 1^{er} pollueur de France avec ses usines chimiques et il est fortement déconseillé de faire le plein chez eux, c'est quand même plus intelligent d'enrichir SCHELL, BP, ESSO et les autres étrangers qui eux ont bientôt tous quittés la France !

Supposons que demain un camion de "LA POSTE" rate un virage et aille s'écraser dans une école maternelle en tuant quelques bambins. Il ne viendrait à l'idée de personne de s'en prendre aux émetteurs ou aux destinataires du courrier transporté par celui-ci ! et c'est pourtant ce qui est arrivé avec la catastrophe de l' ERIKA. Ce bateau qui a eu des difficultés, qui a demandé l'asile dans l'estuaire de la Loire à NANTES a été refoulé !!! La suite est hélas trop connue. La personne, quant à elle, qui a refusé de venir en aide à ce

bateau en détresse continue a sabler le champagne et à se goinfrer de caviar. Dur à avaler lorsque l'on s'appelle TOTAL ou que l'on fait partie de son personnel.

Même chose dans l'accident de TOULOUSE qui implique une unité de TOTAL, l'ex-usine AZF d'ELF. Quelques instants après l'explosion le procureur de la République pouvait déjà affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un attentat !!! Bien entendu c'est la faute à TOTAL. Même si la justice française et ses pseudo-experts sont la risée de toute la communauté scientifique mondiale on continue à affirmer TOTAL responsable. Dieu merci les juges de cette affaire en première instance semblent avoir un peu plus de bon sens.

Si je m'appelais DESMARETS ou de MARGERIE ou si j'émargeais au conseil d'administration de TOTAL? je crois bien que je fermerais DUNKERQUE, dans un premier temps et que je laisserais crever en stoppant les investissements toutes les autres unités situées sur le territoire français. En clair tout serait arrêté dans une dizaine d'années.

CITATIONS

NICOLAS LECAUSSIN, essayiste :

« Diriger le pays en fonction de la rue ne mène à rien. Souvenez-vous d'Alain Juppé en 1995 : deux ans après, la droite était balayée aux élections »

SERGE KLARSFELD

« Pie XII a joué un rôle déterminant contre hitler...Son rôle a été aussi diplomatique et idéologique : il a été le rédacteur de l'encyclique de 1937 condamnant le nazisme et publiée par son prédécesseur ».

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

(Pour inscrire un ami ou se désinscrire le lien se trouve à la fin du document)

LUNDI 15 FEVRIER 2010

LES DEFICITS PUBLICS

Chaque jour un nouveau sujet chasse les autres. Aujourd'hui, ce sont les déficits publics que les dirigeants européens veulent réduire par des incantations alors qu'ils sont directement responsables.

François Fillon déclare publiquement : « nous sommes déterminés à faire des efforts sans précédent ». Or le même est au pouvoir depuis plus de deux ans et n'a cessé d'endetter le pays par toutes les décisions qu'il a prises. Ayant lancé sa belle déclaration, il a couru dans les provinces pour les élections régionales alors qu'il sait très bien que les régions sont à la source des dépenses insensées des pouvoirs publics et que les candidats de l'UMP n'ont aucune envie de réduire les dépenses .

Dans toute l'Europe la situation n'est pas meilleure et les critères de Maastricht sont enfoncés partout. 20 des 27 pays de l'Union sont sous le coup d'une procédure pour déficit excessif, dont la France et l'Allemagne. Celles-ci ont promis de faire des efforts pour revenir dans les clous mais bien entendu et par légitime prudence vers 2013 ou plus loin : cela veut dire jamais.

En fait, la plupart des grands pays européens mériteraient de voir leur notation dégradée. Cela ne se produit pas car les censeurs ont le vertige devant la situation réelle des finances publiques. Y-a-t-il de la corruption dans l'indulgence de ces notations ? Nous ne le saurons pas.

C'est dans ce paysage orageux qu'intervient la déroute de la Grèce. L'Allemagne et la France la main dans la main promettent d'intervenir sans encore citer de chiffres ; cela veut dire clairement que si elles interviennent elles vont creuser leur déficit déjà intenable.

En même temps elles vont ruiner à due concurrence leurs contribuables avec tous les effets habituels.

Simultanément, elles donneront un signal aux autres pays européens en danger comme l'Espagne et le Portugal ; ces pays vont continuer leurs acrobaties, puisque le filet européen sera là pour les ramasser. Même signal pour les banquiers imprudents qui n'auraient jamais pas du prêter à la Grèce ; ces mauvais banquiers ont accru le problème par leur légèreté et leur cupidité.

Quelle est l'origine de ces déficits ?

Les critères de Maastricht sont directement à viser. Il n'existe pas de bons déficits et il n'y a que de mauvais déficits. Or ces critères pouvaient laisser entendre qu'il y aurait de bons déficits et logiquement les dirigeants de tous les pays se sont engouffrés dans la brèche. La crise est une autre explication, non par son existence mais par les méthodes de la combattre. Au lieu de libérer l'économie et de la faire repartir sur la base de cette libération, les dirigeants de tous les pays à l'unisson se sont engagés dans des dépenses publiques avec de l'argent qu'ils n'avaient pas.

Il y a aussi sous-jacente l'idée d'un gouvernement mondial ; pour commencer beaucoup rêvent d'une gouvernance économique de l'Europe et ce rêve se manifeste même chez les personnes qui se prétendent eurosceptiques. La catastrophe des déficits publics ne peut que conduire à la résurgence de ce projet d'une direction économique de l'Europe. C'est pour cette raison d'ailleurs que l'idée en cours chez certains d'une Europe des patries est tout à fait irréaliste ; si l'Europe existe, elle ne peut que dérapier vers l'institution d'un super État européen à caractère plus ou moins totalitaire : le mouvement est largement amorcé ; voir la Cour de justice de Luxembourg qui exerce au bout de la chaîne un pouvoir dictatorial et conjoint avec la Commission.

Enfin il faut ajouter la cupidité des dirigeants de tous les pays. Assez curieusement chez les économistes ce facteur est rarement mis en valeur ou même pas du tout. Cette cupidité explique les immenses dépenses publiques dont la plupart sont inutiles ou même négatives. La raison du silence relatif des économistes est que le phénomène est diffusé dans toute la sphère publique et il est impossible d'accuser uniquement une seule personne ou un seul groupe : en témoignent toutes les informations qui font ces jours-ci la joie des hebdomadaires sur les gaspillages des régions françaises.

En France, cette cupidité représente à peu près de cinq à 10 % du PIB ce qui est considérable et explique une grande part de la paupérisation croissante du pays.

Une seule perspective peut être raisonnablement tirée de cette situation. En Europe particulièrement mais aussi dans le monde entier, les déficits publics sont tels que nous allons vraisemblablement vers une période de grande inflation. Les manipulateurs étatiques clament que l'inflation est sous contrôle ; ce n'est que provisoire car les mêmes continuent à créer de la monnaie en abondance.

Tout au long de l'histoire, les politiques pour se débarrasser des dettes qu'ils créaient pour leurs folies ont fabriquer de la fausse monnaie. Nous y allons tout droit.

Michel de Poncins

REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

sur l'édition hebdomadaire de

TOCQUEVILLE MAGAZINE :

<http://www.libeco.net>

et sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

http://www.unmondelibre.org/Poncins_retraites_160210

http://www.unmondelibre.org/Poncins_retraites_160210

REVUE DE PRESSE

VOYAGE A LA REUNION

Selon la presse, le récent voyage du président à la Réunion a été un vrai scandale financier. Pour 24 heures le coût a été de 1,6 millions d'euros.

Voici quelques détails.

Le transport a coûté 815 000 euros avec l'avion présidentiel, deux avions de journalistes et un Falcon de rechange. Les invitations ont coûté 17 000 euros plus 10 000 euros pour la location de salle : le Préfet avait reçu l'ordre de ratisser large. Il fallu ajouter 50 000 euros de climatisation. Les frais de bouche furent à l'avenant et l'hébergement fut facturé 13 000 euros.

LE COLONIALISME

Jusqu'où ira la capitulation de la France devant l'Algérie ?

Sarkozy avait lui-même stigmatisé la colonisation lors d'une visite en décembre 2007 en la jugeant injuste par nature. Le parlement algérien va adopter une loi criminalisant le colonialisme français. Des tribunaux spéciaux seraient créés à cet effet.

Bien sur la France ne proteste pas ou mollement.

Nous rappellerons simplement que la France est venue en Algérie avec l'accord de toutes les puissances pour débarrasser la Méditerranée des brigands musulmans qui raflaient les chrétiens pour les vendre comme esclaves.

BREVES ET LONGUES

LA SUBVERSION PAR LE GIEC

Le GIEC est cette bureaucratie internationale qui, à grand frais, règne sur la chimère du réchauffement climatique et inspire tous les gouvernements dans leur action destructrice à partir de la chimère. Elle est de plus en plus contestée et vient d'être prise en flagrant délit de mensonge.

En 2007, dans un rapport qui est avait valu le prix Nobel de la paix à son président, la bureaucratie avait affirmé que les glaciers de la chaîne de l'Himalaya reculaient plus vite que les autres glaciers du monde entier et pourraient disparaître d'ici 2035, voire avant.

Or maintenant il se révèle qu'il s'agissait d'une coquille. Les prétendus savants avaient calculé que les glaciers disparaîtraient d'ici 2350. Bien sur l'erreur avait été maintenue pour encourager la pression sur les gouvernements dans le sens voulu.

LA RUINE POUR LES PARISIENS

Monsieur Denaloë, maire de Paris, continue avec persistance et cruauté à ruiner Paris et ses habitants. Il vient de décider de créer une assemblée des parisiens européens.

Bien entendu dans l'opération se trouve à l'arrière plan le projet de faire voter les étrangers. En attendant il est créé dans chaque arrondissement un conseil des européens qui s'intéressent à l'arrondissement. Chacun de ces conseils désignera un représentant à une grande assemblée parisienne. Rien ne pourra sortir de concret de telles parlottes sinon la satisfaction du maire de dépenser de l'argent en vue de conduire à un changement constitutionnel.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

SECU

A TRANSFERER AUTANT DE FOIS QUE VOUS POUVEZ!!!!!!!!!!!!

L'ASSURANCE MALADIE

50 secondes de lecture à couper le souffle.

Pour combler le déficit de la sécu, nos chers gouvernants ont trouvé que le mieux, c'était encore de nous faire payer...

- a - Dorénavant, sur une consultation médicale, nous versons 1 euro,**
- b - Nous sommes restreints lors de nos arrêts maladie**
- c - Nous devons consulter un généraliste avant de voir un spécialiste ...**
- d - Pour tout traitement de plus de 91 euro, nous en sommes de 18 euro de notre poche,**
- e - Taxe de 0,50c sur les boites**
- f - etc.....**

Toutes ces mesures sont destinées à combler le fameux trou qui est à ce jour de 11 milliards.

Or, savez-vous que :

- 1°) Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu , n'est pas reversée. 7.8 milliards**
- 2°) Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu , n'est pas reversée.3.5 milliards**
- 3°) Une partie des primes d'assurances automobiles destinée à la Sécu , n'est pas reversée 1. 6 milliards**
- 4°) La taxe sur les industries polluantes destinée à la Sécu , n'est pas reversée 1,2 milliards**
- 5°) La part de TVA destinée à la Sécu n'est pas reversée. 2.0 milliards**

6°) Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés 2.1 milliards

7°) Retard de paiement par les entreprises 1.9milliards

En faisant une bête addition, on arrive au chiffre de 20 milliards d'euros.

Conclusion : si les responsables de la Sécu et nos gouvernants font leur boulot efficacement et honnêtement, si chacune des institutions reverse ce qu'ils doivent chaque année , les prétendus 11 milliards de trou seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent!!! .

Ces chiffres ne sont pas inventés vous pouvez les consulter sur le site de la sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu.

Si les pouvoirs publics, qui nous harcèlent au quotidien de messages publicitaires afin de consommer des fruits et légumes, étaient vraiment convaincus qu'il nous faut consommer 5 fruits et légumes par jour pour sauver notre santé et donc l'assurance maladie, ils supprimeraient la TVA sur ces produits !

N'oubliez pas d'avoir une petite pensée sur l'achat, à la hate, des 90 Millions de doses de Tamiflu par le ministère de la santé publique, quand on sait que la grippe A n'est pas plus mortelle et dangereuse pour vous et moi que la grippe saisonnière classique. Hélas on ne peut en dire autant des dommages collatéraux potentiels qui existent réellement dans les adjuvants que contiennent les vaccins!!!

Quel sera le coût de cette opération, que la sécu va supporter une nouvelle fois, lorsque le gouvernement sera décidé à dédramatiser la situation !!!

Cordialement.

Evelyne DUBIN

**Secrétaire Générale Adjointe au Directeur Général
Institut National du Développement Local**

Avenue Michel Serres BP 32

47901 AGEN Cedex 9

tél : 05.53.48.06. 74

fax : 05.53.48.06. 71

mail: e.dubin@indl . fr
